PC OC INF 9

Strasbourg, 02.07.2012

MANUEL sur l'Entraide pénale internationale

Ce manuel contient les contributions des Etats suivants :

[Autriche](#), [Bulgarie](#), [Finlande](#), [Allemagne](#), [Grèce](#), [Hongrie](#), [Malte](#), [Pays-Bas](#),
[Norvège](#), [Roumanie](#), [Russie](#), [Suède](#), [Suisse](#), [Turquie](#), [Ukraine](#), [Royaume-Uni](#) et
[Canada](#).

Les pays suivants ont communiqué leurs contributions en copie papier :
la République de Moldova, Portugal

Ce document sera complété et mis à jour au fur et à mesure de la réception par le Secrétariat des contributions des Etats.

TABLE DES MATIERES

AUTRICHE	3
BULGARIE	5
FINLANDE	7
ALLEMAGNE	11
GRECE	13
HONGRIE	15
MALTE	17
PAYS-BAS	19
NORVEGE	23
ROUMANIE	25
RUSSIE	29
SUEDE	31
SUISSE	33
TURQUIE	37
UKRAINE	39
ROYAUME-UNI	41
CANADA	43

AUTRICHE

Compétence de la police et des autorités judiciaires autrichiennes pour ce qui est de l'entraide judiciaire en matière pénale : pratique nationale et droit interne.

I. **Coopération policière
(INTERPOL VIENNE)**
(Tél. 0043-1-31345-8515)

En droit interne, l'expression "coopération policière internationale" est définie dans la loi de 1964 sur la coopération policière internationale. Elle prévoit la communication de **tout renseignement pouvant être utilisé aux fins d'une enquête ou pour prévenir des infractions** qui seraient punissables par un tribunal en droit autrichien. Elle inclut l'enregistrement de dépositions et les perquisitions.

Il peut être demandé à des autorités de police étrangères de coopérer dans les buts suivants :

- a) effectuer des perquisitions pour découvrir des personnes ou des objets;
- b) identifier des personnes ou des objets;
- c) obtenir et communiquer des renseignements (il est permis, pour cela, de procéder à des interrogatoires).

II. **Entraide judiciaire
(MINISTERE DE LA JUSTICE)**
(Tél. 0043-1-52152-2502)

L'introduction d'une demande d'entraide judiciaire est requise **en cas de poursuites devant une autorité judiciaire de l'Etat requérant ou lorsqu'il est nécessaire de prendre des mesures qui ne peuvent être autorisées que par les tribunaux autrichiens**. Les réserves et déclarations formulées par l'Autriche dans le cadre des conventions applicables n'y font pas obstacle.

Pour les demandes particulières prévoyant entre autres des mandats de perquisitions, des saisies, la communication de renseignements sur des appels téléphoniques, des écoutes téléphoniques et des surveillances de correspondance, la communication de renseignements relatifs à des comptes bancaires et au secret bancaire, elles ne peuvent être exécutées qu'après autorisation des tribunaux autrichiens. Lorsqu'une commission rogatoire est nécessaire, la présence de représentants de la loi étrangers sur le sol autrichien n'est possible que si elle a été autorisée par le Ministère de la Justice.

BULGARIE

**Compétences de «Interpol» – Sofia
et de l'autorité centrale (ministère de la Justice)
de la République de Bulgarie
pour ce qui est de l'exécution des demandes d'entraide
judiciaires émanant d'autres pays**

Les droits et obligations précisés ci-dessous, définissent les compétences de NCB «Interpol» – Sofia et de l'autorité centrale (ministère de la Justice) de la République de Bulgarie pour ce qui est de l'exécution des demandes d'entraide judiciaire adressées par les autorités d'autres pays aux autorités bulgares compétentes, judiciaires et autres.

Compétences de NCB «Interpol»	Compétences du ministère de la Justice
1. Reçoit l'ordonnance judiciaire et la transmet à l'institution judiciaire appropriée en République de Bulgarie	1. Assure le suivi, répartit et contrôle le travail d'enquête international, les ordonnances judiciaires et notariées, y compris celles émises par les autorités judiciaires bulgares et celles transmises de l'étranger en vue de leur exécution par les autorités judiciaires bulgares
2. Dans certains cas, NCB «Interpol» peut, sur demande des autorités judiciaires bulgares compétentes, transmettre directement les résultats de l'exécution d'une ordonnance judiciaire en Bulgarie à l'initiateur du pays concerné	2. Organise le travail concernant l'exécution des décisions judiciaires bulgares visant l'étranger et des décisions judiciaires étrangères transmises en Bulgarie pour authentification et exécution
3. NBC «Interpol» transmet aussi directement à l'étranger des ordonnances judiciaires en vue de l'arrestation provisoire de personnes ayant commis un délit dans le pays et à l'étranger, mais elle envoie également des personnes ayant perpétré un délit dans le pays	3. Coordonne les activités menées sur le territoire bulgare par les différentes autorités et instances en matière d'extradition de citoyens bulgares de l'étranger, ainsi que d'extradition de citoyens étrangers de Bulgarie à la demande de ministères de la Justice de pays étrangers
4. A l'issue du jugement de l'autorité judiciaire compétente, il procède concrètement à l'extradition et au transfèrement	4. Coordonne les activités des autorités et instances bulgares en matière de transfèrement de l'étranger de citoyens bulgares et de demandes de transfèrement de Bulgarie de citoyens étrangers condamnés
5. L'ordonnance judiciaire reçue par l'intermédiaire d'«Interpol» est transmise aux autorités compétentes du pouvoir judiciaire/elle doit être transmise en temps opportun, selon la procédure officiellement établie voie diplomatique ou entre administrations	

FINLANDE

Informations sur la législation et la pratique nationales concernant l'entraide internationale en matière pénale

La Finlande a entrepris une réforme importante de sa législation dans ce domaine avec l'entrée en vigueur le 15 janvier 1994 de la loi d'entraide judiciaire internationale en matière pénale (appelée ci-après loi d'entraide judiciaire). La traduction anglaise de la loi d'entraide judiciaire et d'autres textes juridiques pertinents est jointe au présent document.

Les formes d'entraide judiciaire

L'article 1 de la loi d'entraide judiciaire définit les formes d'entraide judiciaire qui sont couvertes par la loi. Selon l'article 1, l'entraide judiciaire couvre:

1. la remise des décisions, convocations, avis et autres documents judiciaires concernant une affaire pénale, y compris les citations à comparaître devant une autorité de l'Etat requérant;
2. l'audition de témoins, d'experts et de parties, le recueil d'avis d'experts, d'organisation de contrôles, la recherche et la transmission de documents et d'objets produits comme preuves, ainsi que le recueil de toute autre preuve liée à une affaire pénale;
3. la fouille, la saisie et le recours à d'autres mesures de contrainte pour recueillir des preuves ou assurer l'exécution d'une ordonnance de confiscation;
4. l'ouverture d'une action au pénal;
5. la communication d'extraits de casiers judiciaires et d'informations relatives à ces derniers pour les besoins d'une affaire pénale; et
6. toute autre aide nécessaire dans une affaire pénale, la fourniture d'informations concernant la législation et toute autre forme d'entraide.

On voit donc que l'entraide judiciaire a un large champ d'application. L'important est que la demande d'entraide concerne une affaire pénale précise. Par conséquent, les demandes d'informations générales sur la législation finlandaise qui ne sont pas liées à une affaire pénale ne sont pas couvertes par la loi. Par ailleurs, il n'est pas nécessaire que la demande émane d'une autorité judiciaire de l'Etat requérant: les demandes formulées par une autorité administrative entrent dans le champ d'application de la loi si elles concernent une affaire pénale.

Transmission et exécution des demandes

En vertu de l'article 4 de la loi sur l'entraide judiciaire, les demandes d'entraide peuvent être transmises au ministre de la Justice ou présentées directement aux autorités compétentes pour y répondre. Elles peuvent aussi être transmises à ces autorités par la voie diplomatique, par des diplomates ou des agents consulaires étrangers.

L'important est que la demande soit exécutée conformément à la législation finlandaise. Toutefois, l'exécution peut aussi suivre une procédure particulière spécifiée dans la demande si cette procédure n'est pas contraire à la législation finlandaise (article 11 de la loi d'entraide judiciaire).

En ce qui concerne les exigences linguistiques, la demande et les documents qui l'accompagnent peuvent être rédigés en finnois ou en suédois, mais aussi en danois, en anglais, en français, en allemand ou en norvégien. Les parties nécessaires des documents seront traduites en finnois ou en suédois par le ministère de la Justice si le service ou les autres mesures demandés ne peuvent être exécutés autrement en droit finlandais ou si cette traduction est nécessaire parce que l'autorité exécutant la demande estime qu'elle ne comprend pas suffisamment la langue dans laquelle celle-ci est formulée (article 8 de la loi d'entraide judiciaire et articles 9 et 10 du décret sur l'entraide judiciaire).

Autorités compétentes

Pour ce qui est des autorités compétentes, la Finlande a déclaré qu'elle considère compétentes les autorités suivantes aux fins de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale (1959):

- le ministère de la Justice;
- les tribunaux de première instance, les cours d'appel et la Cour suprême;
- les procureurs;
- les autorités de police, les autorités douanières ainsi que les gardes-frontières en leur qualité d'autorités d'instruction dans les affaires pénales en vertu de la loi sur l'instruction préalable en matière pénale (449/87).

Le ministère de la Justice

Le ministère de la Justice est l'autorité centrale qui remplit les devoirs relevant du champ d'application de la loi d'entraide judiciaire. Il reçoit et transmet les demandes d'entraide aux autorités compétentes pour les exécuter. Il peut exécuter lui-même une demande si celle-ci relève de sa compétence, ce qui est toutefois plutôt rare. A titre d'exemple, on peut citer la communication d'extraits de casiers judiciaires et d'informations concernant la législation finlandaise. Le ministère de la Justice effectue également les traductions de documents. Par ailleurs, le ministère de la Justice n'entend pas lui-même les témoins et ne recueille pas d'autres preuves liées à une affaire pénale. Ce sont d'autres autorités judiciaires qui s'en chargent, principalement les tribunaux de première instance ou les autorités chargées de l'instruction préalable.

Les tribunaux de première instance

La remise d'une citation à comparaître à un défendeur, un plaignant, un témoin ou un expert dans une procédure pénale est effectuée par un tribunal de première instance. Comme cela se fait normalement dans d'autres affaires, la demande concernant cette remise peut être transmise au ministère de la Justice ou communiquée directement au tribunal de première instance compétent. Cependant, quand une autorité d'un Etat étranger demande que des allocations et des dépenses soient réglées à l'avance en son nom, la demande sera transmise au ministère de la Justice. En outre, le service peut aussi être effectué par un agent consulaire d'un Etat étranger ou par un diplomate ayant des fonctions consulaires.

Souvent aussi, ce sont les tribunaux de première instance qui recueillent les preuves et les déclarations de personnes. Ces situations sont définies à l'article 20 de la loi d'entraide judiciaire. Les preuves sont recueillies par le tribunal de première instance si la procédure pénale est en cours devant un tribunal de l'Etat requérant ou si ce dernier a demandé que le recueil des preuves soit effectué par un tribunal. Les demandes de recueil de preuves peuvent concerner l'audition de témoins ou d'experts, la production de documents et de dossiers, l'organisation de contrôles ou la production de tout autre matériel pouvant servir de preuves, ou l'audition des parties.

Dans les cas mentionnés précédemment, les citations à comparaître seront remises ou les preuves seront recueillies par le tribunal de première instance du district du domicile ou de résidence habituelle de la personne à convoquer ou à interroger, ou du district où le service ou le recueil de preuves peut être effectué de manière appropriée. En ce qui concerne le recueil de preuves, un procureur sera présent si le tribunal le juge nécessaire. L'autorité compétente de l'Etat requérant, les parties ainsi que toutes les autres personnes intéressées ont également le droit d'être présents et d'interroger les personnes qui comparaissent conformément à la législation finlandaise (article 10 de la loi d'entraide judiciaire).

Sous réserve de l'article 11 de la loi d'entraide judiciaire (demande de suivre une procédure particulière), le recueil de preuves est régi par la législation finlandaise en matière de procédure pénale. C'est également le cas en ce qui concerne la remise de citations à comparaître.

Il convient de noter qu'un suspect ou un défendeur dans une procédure pénale en cours dans l'Etat requérant qui fait l'objet d'une demande d'examen en Finlande dans le cadre d'une instruction préalable ou devant un tribunal ne pourra être ni arrêté ni détenu ni faire l'objet d'une interdiction de déplacement pour les actes ou les omissions constituant l'infraction spécifiée dans la demande.

Les autorités chargées de l'instruction préalable

Dans des cas autres que ceux évoqués à l'article 20 de la loi d'entraide judiciaire, des témoignages sont recueillis et les parties et autres personnes sont interrogées par l'autorité compétente pour l'instruction préalable. Dans ces cas, les dispositions concernant l'instruction préalable d'une infraction s'appliquent à la procédure, le cas échéant.

Des mesures telles que les fouilles et les saisies, les ordonnances de ne pas faire et d'immobilisation de biens, l'interception des télécommunications ou le contrôle ou la surveillance technique des télécommunications ainsi que l'identification des personnes sont du ressort de la police. En dehors de l'identification d'une personne (à l'exception du pouvoir d'appréhender la personne dans certains cas), l'usage de ces mesures est réglementé par la loi sur les mesures de contrainte (459/1987). Des mesures de contrainte ne seront pas employées en exécution de demandes d'entraide judiciaire formulées par un Etat étranger si elles ne sont pas autorisées par la législation finlandaise pour des infractions commises en Finlande dans des circonstances analogues (article 15 de la loi d'entraide judiciaire).

L'autorité qui décide de l'emploi de mesures de contrainte est généralement un fonctionnaire investi d'un pouvoir d'arrestation ou un tribunal de district. L'autorité qui décide des fouilles et (en général) des saisies est un fonctionnaire de police investi d'un pouvoir d'arrestation. Les mesures comme les autorisations d'interception ou de contrôle des télécommunications, ou les ordonnances de ne pas faire ou d'immobilisation de biens sont prises par un tribunal. Dans certains cas urgents, un fonctionnaire de police peut prendre des mesures provisoires sans autorisation préalable.

ALLEMAGNE

A. L'autorité policière compétente peut envoyer ou traiter une demande d'assistance via Interpol dans les cas suivants:

1. identification des propriétaires et des conducteurs de véhicules;
2. information sur les permis de conduire;
3. information sur les déplacements et la résidence;
4. identification des abonnés au téléphone;
5. identification des personnes;
6. informations sur les filières de vente de produits et de véhicules;
7. informations de la police provenant des systèmes nationaux de données;
8. messages ST;
9. détermination du désir d'un témoin de témoigner lors de la préparation d'une requête judiciaire;
10. interrogatoire par la police;
11. vérification d'indices;
12. informations dans des cas urgents d'activités d'observation et de poursuite transfrontalières.

B. Dans tous les autres cas, la demande d'assistance doit être envoyée à l'autorité judiciaire compétente via les voies officielles prévues dans les conventions respectives (en général la Convention européenne d'entraide judiciaire ou la Convention d'application de l'Accord de Schengen).

Il convient d'accorder une attention particulière aux demandes concernant les mesures d'entraide suivantes dont certaines sont déjà envisagées dans la Convention européenne d'entraide judiciaire ou dans la Convention d'application de l'Accord de Schengen et d'autres ne sont pas encore prévues en droit international:

1. audition de témoins, d'experts ou d'inculpés;

2. participation des autorités ou des personnes concernées à ces auditions;
3. perquisition et saisie visant à retrouver des objets pouvant servir de preuves;
4. remise d'objets, de documents et de dossiers;
5. remise d'actes de procédure et de décisions judiciaires;
6. transfèrement d'un détenu convoqué en tant que témoin ou pour une confrontation;
7. envoi d'extraits de casiers judiciaires;
8. surveillance transfrontière;
9. droit de suite transfrontière;
10. écoutes téléphoniques;
11. livraison surveillée transfrontière de drogues, d'armes ou d'autres produits illicites;
12. utilisation transfrontière d'équipements techniques, comme les balises placées sur des véhicules suspects pour pouvoir les suivre au radar;
13. utilisation transfrontière d'enquêteurs travaillant incognito;
14. utilisation transfrontière d'indicateurs;
15. constitution d'équipes communes d'enquêteurs.

GRECE

La mise en œuvre de la Convention d'entraide judiciaire en Grèce

La demande d'entraide judiciaire est adressée par le ministère de la Justice de la partie requérante au ministère de la Justice de la partie requise. La réponse suit la même voie. En cas d'urgence, les autorités judiciaires de la partie requérante peuvent s'adresser directement à celles de la partie requise. Cette transmission directe peut s'effectuer par l'intermédiaire de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol) (Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, art.15).

Compétences/responsabilités de l'autorité centrale du Ministère de la justice

1. Notification des plaintes en matière pénale aux autorités judiciaires compétentes.
2. Notification des pièces de procédure ou autres documents à comparaître citant les personnes visées (* parties défenderesses, témoins) devant l'Etat requérant.
3. Remise de documents permettant de procéder aux mesures d'instruction:
 - a) audition de témoins,
 - b) enquête,
 - c) mandat d'amener.
4. Remise de documents, dossiers ou autres pièces pertinentes en l'espèce.
5. Prise en charge de la traduction des textes nécessaires.
6. Prise en charge du transport provisoire des inculpés conduits, avec leur consentement, dans l'Etat requérant pour comparaître comme témoins lors de la procédure pénale ou coopérer à l'enquête.

Remarque:

- a) Les autorités et personnes en cause visées à l'article 4 de la Convention n'ont pas le droit d'assister à l'audition des témoins et des parties défenderesses.
- b) Le témoin ou expert refusant de comparaître dans l'Etat requérant n'est pas passible de sanctions.

c) Le transfert de détenus aux fins d'interrogatoire de la part des autorités judiciaires étrangères obéit à l'article 459 du Code de procédure pénale: sur avis du Procureur général auprès de la Cour d'appel. Le ministre de la Justice peut demander aux autorités judiciaires étrangères, par voie diplomatique, le transfert du détenu en qualité de témoin ou aux fins de confrontation sous condition de son renvoi immédiat dans le pays requis. Cette possibilité de transfert est admise pour tout Etat offrant les mêmes possibilités d'entraide judiciaire à la Grèce en vertu d'une loi ou d'une convention.

Les frais de voyage sont à la charge de l'Etat requérant et sont versés à l'avance par cet Etat, ou par l'autorité grecque compétente, si les fonds à cette fin sont disponibles.

7. Communication d'informations concernant les ressortissants de l'autre Etat membre destinées aux casiers judiciaires (une fois par an).

Communication d'informations grâce à des extraits du casier judiciaire ou autres.

[Demandes d'entraide judiciaire des autorités étrangères adressées à la Grèce par l'intermédiaire du ministère de la Justice ou d'INTERPOL].

C'est le procureur compétent pour la circonscription en cause qui, sur ordre du Procureur général près la Cour d'appel (article 458 § 1 du Code de procédure pénale) qui donne suite aux []!

Les citations à comparaître adressées aux témoins, experts ou parties défenderesses ou tous autres documents pertinents sont notifiés par le procureur près le tribunal de première instance (articles 155-164 et 458 du Code de procédure pénale).

HONGRIE

DEMANDES D'ASSISTANCE OU D'ENTRAIDE EN HONGRIE

Les informations ci-dessous indiquent les autorités compétentes dans les affaires en matière pénale en Hongrie.

Il est à noter qu'en Hongrie les Parquets forment une organisation indépendante, et pour cette raison le Parquet Général est également autorisé par la loi sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale (No XXXVIII de 1996) à recevoir et exécuter des commissions rogatoires.

Le BCN d'Interpol de Hongrie

1. N'est pas autorisé à des actes d'enquête.
2. Reçoit des informations de l'extérieur et de l'intérieur et les transmet au destinataire compétent, ou, dans sa propre compétence, effectue les vérifications requises pour donner la réponse à la partie requérante.
3. Partage avec le pays requérant les informations concernant des enquêtes sur des infractions commises en Hongrie.
4. Dispose de droit d'accès aux fichiers nationaux.

Les différents fichiers sont les suivants :

- fichier d'état civil qui contient les données d'identités complètes et l'adresse permanente et temporaire
- fichier de carte d'identité (sur demande, la photo de l'individu peut être transmise)
- fichier d'automobiles avec les données de l'automobile et du propriétaire (particulier ou société), ainsi que les modifications dues à la vente de l'automobile. Récemment même le no. de la carte grise figure enregistré.
- fichier des cartes grises et des permis de conduire peut être consulté par téléphone
- fichier de l'assurance des automobiles est accessible par téléphone
- fichier de recherche concernant les personnes et les objets recherchés. Pour retrouver une personne il faut connaître le nom, le prénom, la date de naissance, pour les objets le numéro d'identification

- fichier du casier judiciaire contient des condamnations des individus
- fichier des passeports contenant des renseignements d'après le numéro du document et ainsi que d'après les données d'identités complètes de l'individu
- fichier dactyloscopique contient les matériels signalétiques. Ces matériels signalétiques sont disponibles. Ce fichier ne contient pas des photos des l'individu.
- le fichier des étrangers registre les étrangers
- * résidants en Hongrie, ou
- * ayant commis d'infraction en Hongrie, ou
- * ayant des victimes d'accident en Hongrie

6. Vérifie le numéro téléphone des abonnées et leurs adresses. S'il s'agit d'un numéro qui figure sur la liste rouge on l'indique. En ce qui concerne les téléphones mobiles des difficultés sont a signaler.

7. BCN d'Interpol de Hongrie est en contact régulier avec le Département du Droit Internationale du Ministère de la Justice, le Parquet Général et le Tribunal de la Capitale Budapest dans des affaires de leur compétence et ce déroulent avec la participation de BCN d'Interpol de Hongrie /extradition, commission rogatoire internationale, transport transit, etc./

LES COMPÉTENCES DU MINISTERE DE LA JUSTICE

(1887. Budapest, Pf. 28.)

1. Ordonnance de comparution ou autre document judiciaire invitant une personne a comparaitre devant une autorité judiciaire dans le pays requérant en qualité d' accusé ou de témoin dans une procédure pénale.
2. Transfert temporaire de détenus, avec leur consentement, dans le pays requérant pour comparaitre comme témoins dans une procédure pénale ou a l'enquete judiciaire.
3. Commission rogatoire, si selon la loi du pays requérant l' audition d' un accusé, d' un témoin ou d' un expert doit etre effectuée devant un juge.

LES COMPÉTENCES DU PARQUET GÉNÉRAL

(1372 Budapest, Pf. 438.)

1. Obtention de preuves ou témoignages sous la foi du serment ou d' autres preuves certifiées conformes, y compris des documents bancaires, pour utilisation dans les poursuites pénales ou les enquetes judiciaires.
2. Valididation de preuves aux fins d' utilisation dans le pays requérant lorsque ces preuves ont déjà été obtenues par la police de Hongrie a ses propres fins.
3. Exercice des pouvoirs de perquisitions et de saisies, les preuves obtenues étant destinées a etre utilisées dans des procédures pénales ou des enquete judiciaires.

MALTE

DEMANDES D'ENTRAIDE À MALTE EN MATIÈRE PÉNALE

COMPÉTENCES DU BUREAU CENTRAL NATIONAL D'INTERPOL (INTERPOL FLORIANA)

Personne responsable : Tél. (356) 236328 / 247800

1. Interroger toute personne (témoin, suspect ou autre) acceptant de se soumettre à un interrogatoire, notamment lorsqu'une déposition doit être confirmée par serment, avec pour seule condition que celui-ci soit prononcé devant un commissaire des serments (qui n'est pas un magistrat) et que l'intéressé consente à cette procédure.
2. Localiser les personnes et les biens sur le territoire de Malte et recueillir des informations générales sur les activités, les relations et les déplacements de suspects.
3. Procéder à des enquêtes pour retrouver la trace de capitaux et recueillir des informations sur des sociétés, à condition qu'il ne soit pas nécessaire de recourir à des mesures de coercition et que les informations recherchées ne soient pas couvertes par le secret professionnel.
4. Rechercher des pièces et documents ou autres éléments de preuve avec l'accord des personnes concernées, lorsque cela est nécessaire.
5. Saisir et confisquer des biens volés ou acquis frauduleusement à l'étranger et se trouvant à Malte, lorsque leurs détenteurs sont au courant de cette origine.
6. Obtenir des informations et documents concernant des questions sur lesquelles la police est habilitée à constituer des fichiers: enquêtes policières, condamnations passées, délivrance de permis, identité, flux de personnes de et vers Malte (fichiers généralement à l'usage exclusif de la police).
7. Obtenir des informations et documents sur des questions relevant de divers registres publics: transferts de biens immeubles, état civil, identité des employés et autres informations recueillies sur des sociétés dans le cadre d'enquêtes pénales.
8. Obtenir une assistance, pouvant notamment s'accompagner de mesures coercitives, dans le cadre d'une enquête portant sur un délit commis hors de Malte lorsque celui-ci précède un délit relevant de la juridiction Maltaise (ce qui peut être le cas d'un délit lié au trafic de stupéfiants ou commis à l'étranger, mais précédant un délit de blanchiment d'argent commis à Malte).

**COMPÉTENCES DE L'AUTORITE CENTRALE
(PARQUET)**

**Personne responsable : Procureur général adjoint :
Tél. (356) 247921**

1. Obtenir des dépositions sous serment effectuées par des témoins devant un magistrat de Malte en vue d'être utilisées dans le cadre d'une procédure pénale à l'étranger; dans ce cas, la procédure prend la forme d'une ordonnance de comparution, le témoin étant tenu de répondre aux questions et de présenter les documents requis, sous réserve des droits qui lui sont reconnus par la législation nationale.
2. Rechercher des éléments de preuve, et notamment des documents confidentiels ou protégés par le secret professionnel lorsque la confidentialité et/ou le secret professionnel peuvent être levés conformément à la loi.
3. Obtenir des mandats permettant de procéder à des enquêtes de nature financière, à la saisie ou à la confiscation de capitaux et nécessitant la levée du secret bancaire lorsqu'il s'agit de délits pour lesquels de tels mandats peuvent être émis: blanchiment d'argent et délits liés au trafic de stupéfiants.
4. Communiquer des pièces judiciaires: ordonnances de comparution, mandats et ordonnances, verdicts, etc.
5. Obtenir des copies certifiées conformes de documents, dépositions, etc., figurant dans les archives judiciaires de Malte ou des éléments de preuve classés dans ces archives, en vue de leur utilisation dans le cadre de procédures ou d'enquêtes pénales.

PAYS-BAS

DEMANDES D'ASSISTANCE OU D'ENTRAIDE AUX PAYS-BAS

Les exemples ci-dessous visent à indiquer qui, du ministère de la Justice (Bureau d'entraide judiciaire internationale) d'Interpol ou du parquet des Pays-Bas, est le plus compétent en cas de demande d'assistance ou d'entraide adressée aux Pays-Bas. Lorsque le ministère de la Justice est présenté comme l'autorité appropriée, la demande doit être transmise au Bureau d'entraide judiciaire internationale.

Objet de la demande	Au titre de la Convention européenne	Au titre des Accords de Schengen
Interroger (1) des témoins et (2) des suspects lors d'enquêtes judiciaires dans lesquelles la personne à interroger est disposée à coopérer sans comparaître devant une autorité judiciaire aux Pays-Bas et dans la mesure où elle n'est pas tenue de faire une déposition sous serment.	Le ministère de la Justice et, en cas d'urgence, le parquet (par l'intermédiaire d'Interpol).	Les services de police.
Retrouver la trace de capitaux, obtenir des preuves bancaires et exercer des pouvoirs de perquisition et de saisie dans le cadre d'enquêtes préliminaires aux poursuites, notamment lorsque l'infraction implique le blanchiment d'argent.	Si cette assistance vise à prouver l'existence de biens liés au blanchiment d'argent: le ministère de la Justice et, en cas d'urgence, le parquet (par le biais d'Interpol).	Le parquet.
Echanger avec le pays requérant des informations concernant des enquêtes sur les infractions commises aux Pays-Bas.	Le ministère de la Justice et, en cas d'urgence, le parquet (par le biais d'Interpol).	Les services de police.
Obtenir des dossiers médicaux ou dentaires lorsque le patient a donné son accord écrit.	Le ministère de la Justice et, en cas d'urgence, le parquet (par le biais d'Interpol).	Le parquet.

Délivrer une ordonnance de comparution ou tout autre document judiciaire invitant une personne à comparaître devant une autorité judiciaire du pays requérant.	Le ministère de la Justice et, en cas d'urgence, le parquet (par le biais d'Interpol).	Si l'ordonnance de comparution doit être remise en mains propres: les autorités judiciaires. Dans le cas contraire, l'ordonnance de comparution peut être directement envoyée à la personne concernée.
Rechercher des témoignages sous la foi du serment ou d'autres éléments de preuve authentifiés ou certifiés, et notamment des documents bancaires, et ce dans le cadre d'une procédure ou d'une enquête judiciaire.	Le ministère de la Justice et, en cas d'urgence, le parquet (par le biais d'Interpol).	Le parquet.
Authentifier ou valider des preuves devant être utilisées dans le pays requérant lorsqu'elles ont déjà été obtenues par la police des Pays-Bas à ses propres fins.	Le ministère de la Justice et, en cas d'urgence, le parquet (par le biais d'Interpol). <u>Toutefois</u> , dans la mesure où il s'agit d'une demande concernant des actes pour lesquels l'accusé fait déjà l'objet de poursuites aux Pays-Bas, nous ne pouvons y accéder compte tenu, d'une part, de la réserve que nous avons formulée à l'article 2 de la Convention, et d'autre part, de notre droit national.	Le parquet. <u>Toutefois</u> , dans la mesure où il s'agit d'une demande concernant des actes pour lesquels l'accusé fait déjà l'objet de poursuites aux Pays-Bas, notre droit national ne nous permet pas d'y accéder.
Exercer des pouvoirs de perquisition et de saisie en vue de rechercher des preuves nécessaires à une procédure ou à une enquête pénale.	Le ministère de la Justice et, en cas d'urgence, le parquet (par le biais d'Interpol). Le parquet doit demander l'accord du juge chargé de l'enquête et du tribunal.	Le parquet. Celui-ci doit tout d'abord demander l'accord du juge chargé de l'enquête et du tribunal.
Communiquer des éléments relatifs à des condamnations antérieures: un extrait du casier judiciaire de l'intéressé peut être communiqué.	Le ministère de la Justice.	Le ministère de la Justice.
Communiquer des renseignements concernant les abonnés du téléphone.	Le ministère de la Justice et, en cas d'urgence, le parquet (par le biais d'Interpol).	Les services de police.
Procéder au transfert temporaire de détenus, avec leur consentement, dans le pays requérant pour y comparaître en tant que témoins dans une procédure pénale ou coopérer à l'enquête judiciaire.	Le ministère de la Justice.	Le ministère de la Justice.
Communiquer des données liées au passeport (informations gérées aux Pays-Bas par les communes).	Le ministère de la Justice et, en cas d'urgence, le parquet (par le biais d'Interpol).	Les services de police.

NORVEGE

Comment mener une enquête en norvège ou obtenir l'aide de la norvège en matière pénale :

pour plus de renseignements, veuillez prendre contact avec

le chef du bureau national de police judiciaire a interpol norvège
(tel: 47 22 07 78 26, télécopieur: 47 22 07 78 20),

ou avec

le ministère de la justice, 2. service juridique
(tel: 47 22 24 54 70, télécopieur: 47 22 24 27 22)

Interpol Norvège a notamment les compétences suivantes:	L'autorité centrale de Norvège a notamment les compétences suivantes
1. Interroger les témoins et les suspects à l'occasion des enquêtes pénales lorsque la personne à interroger veut bien coopérer sans comparaître devant une autorité judiciaire en Norvège et lorsque toute déclaration serait faite sans serment.	1. Délivrer une citation à comparaître ou un autre document judiciaire obligeant une personne à comparaître devant une autorité judiciaire dans le pays requérant en qualité de témoin ou de défendeur à l'occasion d'une procédure pénale
2. Retrouver la trace d'éléments d'actifs, obtenir des preuves bancaires et exercer les pouvoirs de perquisition et de saisie à l'occasion des enquêtes préalables aux poursuites, surtout lorsque l'infraction implique le blanchiment d'argent	2. Obtenir des témoignages sous serment ou d'autres éléments de preuve authentiques ou certifiés, y compris des documents bancaires, à utiliser à l'occasion d'une procédure ou d'une enquête pénale
3. Partager avec le pays requérant des informations concernant les enquêtes relatives à des infractions qui ont été commises en Norvège.	3. Authentifier ou certifier des éléments de preuve destinés à être utilisés dans le pays requérant lorsque ces éléments de preuve ont déjà été obtenus par la police norvégienne pour son propre usage.
4. Obtenir des déclarations ou dossiers médicaux ou dentaires lorsque le patient a donné son consentement par écrit.	4. Exercer les pouvoirs de perquisition et de saisie lorsque des preuves sont nécessaires pour être utilisées à l'occasion d'une procédure ou d'une enquête pénale.
5. Donner des détails concernant les précédentes condamnations:	5. Transférer temporairement des détenus, avec leur consentement, dans le pays requérant pour qu'ils comparaissent en

Interpol Norvège a notamment les compétences suivantes:	L'autorité centrale de Norvège a notamment les compétences suivantes
(1) Après avoir obtenu un exemplaire des empreintes digitales de l'intéressé, il est possible de fournir une copie certifiée du casier judiciaire de cette personne, par exemple pour une enquête policière ou pour une demande de renseignements lorsque l'intéressé a posé sa candidature à un poste de confiance.	qualité de témoins à l'occasion d'un procès pénal ou pour qu'ils facilitent une enquête pénale.
(2) Il est possible de fournir sans empreintes digitales des extraits de casier judiciaire s'il s'agit exclusivement de renseigner la police.	
6. Fournir des détails concernant les abonnés au téléphone (les compagnies de téléphone norvégiennes ne peuvent communiquer que le nom de famille et l'initiale de l'abonné ainsi que l'adresse où le téléphone est situé).	
7. Saisir et mettre en sûreté en Norvège des marchandises volées à l'étranger. La police norvégienne peut saisir et conserver des marchandises lorsque la personne qui est en possession de celles-ci en Norvège est soupçonnée de savoir qu'il s'agit de marchandises volées.	
8. Fournir des détails concernant les passeports (tous les détails que possède l'Agence norvégienne des passeports peuvent être fournis, y compris d'éventuelles photographies).	
9. Fournir des échantillons/prélèvements médicaux (des prélèvements dans les orifices corporels et des échantillons de sang, de salive, de sperme, de cheveux, d'urine et d'autres sécrétions peuvent être obtenus avec le consentement de l'intéressé).	
10. Fournir des détails concernant les détenteurs des automobiles immatriculées en Norvège et des permis de conduire délivrés en Norvège.	

ROUMANIE

MINISTERE DE LA JUSTICE
ROUMANIE

INFORMATIONS SUR L'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIERE PENALE

I. Informations générales

1. Le code de procédure pénale roumain prévoit le Titre IV "Procédure Spéciale", un chapitre distinct, Chapitre VI, intitulé "L'entraide judiciaire internationale" (art.513-522).

a) La commission rogatoire. Dans la IIème Section du VIème chapitre, intitulé "La commission rogatoire", art.513 prévoit que "Les conditions de réaliser l'entraide judiciaire internationale en matière pénale sont celles établies par les dispositions contenues dans ce chapitre, sauf dans les cas où elles sont établies différemment par les conventions ou, à défaut, sur base de réciprocité".

L'art.514 alinéa 1 du Code de procédure pénale prévoit que l'autorité chargée de poursuite pénale ou l'instance judiciaire quand ils estiment nécessaire l'accomplissement à l'étranger d'un acte de procédure s'adressent par commission rogatoire à l'autorité chargée de poursuite pénale ou à l'instance judiciaire de l'étranger, qui a la compétence d'accomplir cet acte. L'art.517 du même code statue que l'autorité chargée de poursuite pénale ou l'instance judiciaire peuvent accomplir les commissions rogatoires demandées par l'autorité chargée de poursuite pénale ou de l'instance judiciaire de l'étranger. Conformément à l'art.515 C.pro.pén., la demande de commission rogatoire à l'étranger est présentée selon le cas au Procureur Général (phase de poursuite pénale) ou au Ministère de la Justice (phase de jugement), qui, à leur tour, interviennent auprès du Ministère des Affaires Etrangères pour transmettre la commission rogatoire. Conformément à l'art.517, la demande de commission rogatoire, sollicitée par l'autorité chargée de poursuite pénale ou par l'instance judiciaire de l'étranger, est transmise par le Ministère des Affaires Etrangères, le cas échéant au procureur général (phase de poursuite pénale), qui saisit l'autorité chargée de poursuite pénale, ou au Ministère de la Justice (phase de jugement), qui saisit l'instance judiciaire compétente.

b) L'extradition. L'extradition est réglementée par l'art.19 de la Constitution de la Roumanie de 1991, par la Loi n°.4/1971 sur l'extradition - avec les modifications implicites déterminées par les dispositions constitutionnelles, par les traités bilatéraux entre la Roumanie et d'autres pays et sur base de réciprocité.

c) Le transfèrement des condamnés. Le transfèrement des condamnés a lieu sur la base de la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées, ratifiée par la Roumanie en 1996 (Loi n°.76/1996) et en vertu des Conventions conclues entre la Roumanie et d'autres pays. Jusqu'à présent, il existe seulement la Convention entre la Roumanie et la République de Turquie, ratifiée par la loi n°.99/1992.

II. Les compétences du Ministère Public et du Ministère de la Justice

1. Le Ministère Public. Le procureur roumain peut être sollicité de réaliser les actes suivants:

- l'interrogation de l'accusé, l'inculpé, la personne suspecte;
- l'audition de la victime, de la partie civile, des témoins;
- la saisie d'objets et de documents écrits;
- la réalisation des perquisitions, des reconstitutions;
- la disposition de réaliser des expertises;
- l'autorisation de réaliser des enregistrements téléphoniques et des surveillances électroniques;
- l'extradition des citoyens étrangers.

On peut réaliser avec les services du Parquet de l'étranger un échange de renseignements dans les dossiers d'enquête concernant la criminalité transnationale.

Les instruments légaux dont dispose le procureur pour accomplir les demandes mentionnées, sont les institutions de la commission rogatoire et l'extradition.

Les requêtes concernant la réalisation des actes et des mesures procédurales énoncées s'adressent au Procureur Général de Roumanie, Parquet Général près de la Cour suprême de Justice.

La requête de commission rogatoire s'envoie par le Ministère des Affaires Etrangères, ou directement, au Procureur Général qui notifie l'autorité de poursuite compétente.

La requête d'extradition s'envoie par le Ministère de Affaires Etrangères, au Procureur Général qui la répartit au Premier-Procureur près de la Cour d'Appel dont sa juridiction a le domicile de la personne dont l'extradition est sollicitée ou, quand son domicile n'est pas connu, au premier-procureur près du Tribunal de Bucarest.

Il est indispensable que la copie certifiée conforme du mandat d'arrêt soit annexée à la requête d'extradition.

Les dépenses d'extradition peuvent être supportées par l'Etat roumain, notamment sous condition de réciprocité.

2. Le Ministère de la Justice assure l'accomplissement des demandes concernant :

- la remise des actes judiciaires ou extrajudiciaires, comme par exemple les citations, les décisions judiciaires;
- les commissions rogatoires;
- la transmission de données concernant le casier judiciaire.

En matière d'extradition, le Ministère de la Justice formule, à la proposition motivée des instances judiciaires, pour la phase de jugement ou d'exécution, des requêtes d'extradition et les transmet aux autorités judiciaires étrangères par la voie prévue dans les conventions bilatérales conclues par la Roumanie ou à défaut, par voie de réciprocité. Dans la situation qu'un Etat étranger sollicite l'extradition d'une personne qui se trouve sur le territoire de Roumanie, le Ministère de la Justice transmet la requête d'extradition au Parquet Général en vue de déclencher la procédure d'extradition. L'extradition est décidée par les instances judiciaires.

En matière de transfèrement des condamnés, conformément à la Convention européenne ratifiée par la Roumanie (Loi n°.76/1996, entrée en vigueur au 1er décembre 1996), et à la Convention entre la Roumanie et la Turquie, ratifiée par la Loi n°.99/1992 (la seule convention bilatérale conclue par la Roumanie en cette matière), le mode de communication se réalise par l'intermédiaire du Ministère de la Justice.

III. Les compétences du Bureau Central National INTERPOL, Bucarest

- vérification et confirmation de l'identité des personnes faisant l'objet d'enquêtes judiciaires dans le pays requérant;
- interrogatoires des suspects et auditions des témoins dans toutes les affaires qui entrent dans la compétence de la police;
- échange des informations concernant des enquêtes sur des infractions commises en Roumanie;
- communication des éléments des condamnations antérieures pour l'usage de la police et des autorités judiciaires;
- communication des données concernant les passeports, les permis de conduire, les cartes d'identité et d'autres documents délivrés par les autorités roumaines;
- communication des données concernant les abonnés téléphoniques du réseau public roumain;
- communication des données sur les détenteurs de véhicules à moteur et les caractéristiques techniques des véhicules en cause;
- tout autre renseignement à caractère policier pouvant intéresser une enquête en cours dans le pays requérant.

RUSSIE

Enquêtes et entraide au sein de la Fédération de Russie

I. Compétences des autorités russes dans le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale

1. La Cour suprême de la Fédération de Russie traite les questions qui relèvent de la Cour suprême de la Fédération de Russie.

2. Le Ministère de la Justice de la Fédération de Russie traite les questions qui relèvent des autres juridictions.

3. Le Ministère de l'Intérieur traite les demandes portant sur une enquête ou une enquête préliminaire qui ne nécessitent pas l'intervention d'un juge ou d'un procureur.

En cas d'urgence, une demande peut être adressée directement par les organes judiciaires de la Partie requérante aux organes judiciaires de la Fédération de Russie. Une copie de la demande doit toutefois être envoyée simultanément à une autorité centrale compétente.

Une demande déposée par une organisation internationale de police conformément aux traités internationaux ratifiés par la Fédération de Russie peut être considérée comme justifiant la mise en oeuvre d'activités d'investigation.

S'il existe un accord bilatéral entre la Fédération de Russie et un autre Etat, les autorités compétentes des deux Parties peuvent se contacter directement et coopérer pour l'échange d'informations, la recherche et l'identification de personnes, ainsi que pour d'autres questions d'intérêt commun revêtant un caractère pénal.

II. Compétences du Bureau central national d'Interpol pour la Fédération de Russie

1. Recevoir, traiter et communiquer au Secrétariat général d'Interpol et aux Bureaux centraux nationaux des autres Etats les demandes et les informations des services répressifs touchant à la recherche, à l'arrestation et à l'extradition des délinquants, ainsi qu'au dépistage et à la saisie des produits du crime, des marchandises volées et des documents indûment communiqués à l'étranger.

2. Prendre des mesures en vue de l'exécution sans délai des demandes émanant d'organes répressifs de la Fédération de Russie.

3. Déterminer si les demandes d'Interpol en Russie sont conformes notamment au Statut et au Règlement général de l'OIPC.
4. Adresser les demandes aux organes répressifs concernés de la Fédération de Russie.
5. Demander et recevoir, de la part des organes répressifs et d'autres organes de la Fédération de Russie, les documents à soumettre au Secrétariat général de l'OIPC.
6. Veiller au respect des règles relatives aux informations confidentielles.
7. Fournir aux organes répressifs et à d'autres organes russes les conseils et le soutien nécessaires en matière de coopération pour la lutte contre la criminalité internationale.
8. Transmettre des informations sur les personnes impliquées dans le terrorisme, le trafic de drogues illicites ou d'autres délits qui, d'après le Statut de l'OIPC, doivent obligatoirement être inclus dans les statistiques sur la criminalité internationale.

SUEDE

ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIERE PENALE

Autorités compétentes

Plutôt que d'énumérer de manière exhaustive les compétences des autorités suédoises concernées par l'entraide judiciaire en matière pénale, nous avons jugé préférable de vous indiquer dans quels cas il convient de s'adresser au Ministère des affaires étrangères ou à Interpol Stockholm.

Si vous avez un doute, n'hésitez pas à prendre contact avec le Service chargé de l'entraide judiciaire en matière pénale, au Ministère des affaires étrangères (M. Örjan Landelius, tél. +46 8 4055061, ou M. Per Hedvall, tél. +46 8 4055048, fax.+46 8 7231176).

Ministère des affaires étrangères

Service chargé de l'entraide judiciaire en matière pénale
B.P. 16121
S-103 23 Stockholm
Fax. +46 8 7231176

Toutes les demandes *d'entraide judiciaire* (telle que prévue dans la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, de 1959, et dans la Convention européenne de 1990 relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime) doivent être transmises au Ministère par la voie diplomatique. En cas d'urgence, des commissions rogatoires peuvent être adressées directement au Ministère des affaires étrangères.

Interpol Stockholm

B.P. 12256
S-102 26 Stockholm
Fax : +46 8 6514203

Ce service est l'autorité compétente en matière de demandes de *coopération policière*. Le bureau d'Interpol peut également traiter les demandes d'échange d'informations et d'autres formes d'entraide ne comportant pas de mesures coercitives (auditions de témoins souhaitant coopérer volontairement avec la justice, par exemple). Les demandes de notifications officielles peuvent lui être adressées.

Coopération nordique

Il existe des accords spéciaux entre les pays nordiques qui, dans plusieurs cas, prévoient des procédures simplifiées et un contact direct entre pouvoirs locaux.

SUISSE

**Délimitations des compétences entre la coopération judiciaire internationale en matière pénale (Office fédéral de la justice OFJ)
et la coopération en matière de police (Office fédéral de la police fedpol) du 1^{er} février 2010
(Etat 1^{er} janvier 2012)**

Pour plus d'informations, veuillez consulter les Directives et aide-mémoire concernant l'entraide judiciaire internationale sur le site de l'Office fédéral de la justice : www.bj.admin.ch ⇒ <http://www.rhf.admin.ch/rhf/fr/home/straf/wegleitungen.html>

<i>Extradition OFJ</i>	<i>Entraide judiciaire OFJ</i>	<i>Fedpol</i>
	Actes de procédure (notifications, recherche de moyens de preuve pour le compte d'une procédure pénale étrangère), Art. 63ss EIMP	Echange d'informations de police / actes d'entraide effectués par la police dans le cadre des articles 75a EIMP/ 35 OEIMP, ou de l'article 13 Loi sur les offices centraux
	Traitement de demandes émanant d'autorités judiciaires et entraînant l'application de toutes les mesures de contrainte admissibles dans une procédure pénale ; les demandes d'entraide délivrées par des autorités administratives sont exceptionnellement admises, si les mesures à prendre sont des mesures de contrainte	Traitement de demandes d'autorités de police délivrées dans le cadre de leurs compétences autonomes et qui ne sont pas contraignantes au niveau procédural

<i>Extradition OFJ</i>	<i>Entraide judiciaire OFJ</i>	<i>Fedpol</i>
Audition des personnes faisant l'objet d'une demande d'extradition (mandats aux cantons)	Audition de témoins (obligation de comparaître, de déposer et de dire la vérité) Interrogatoire formel d'un inculpé	Audition de personnes par la police
Vérifications d'identité des personnes faisant l'objet d'une demande d'extradition; si nécessaire, mesures de contrainte (mandats au service d'identification ou aux cantons)	Obtention de nouveaux renseignements par la contrainte concernant l'identité d'une personne (photographie, empreintes digitales, données ADN, etc.)	Remise de renseignements disponibles de manière immédiate sur l'identité d'une personne (photographie, empreintes digitales, données ADN, etc.)
Remise de décisions pénales complètes (jugements) ou d'actes juridiques en cas d'extradition	Remise de décisions pénales complètes (jugements) ou d'actes juridiques en version originale ou certifiée conforme Remise d'extraits du casier judiciaire aux autorités étrangères (compétence Service casier judiciaire OFJ)	Echanges directs d'informations de police judiciaire disponibles sur les antécédents d'une personne ou tous autres renseignements de police
Levée de secrets protégés par la loi dans le cadre de la remise extraditionnelle d'objets et/ou de valeurs ainsi que dans le cadre des demandes de délégation	Demandes nécessitant la levée de secrets protégés par la loi (bancaire, commercial, ...) ordonnée par une autorité judiciaire	Echange d'informations obtenues antérieurement par la levée de secrets protégés par la loi, en accord ou sur mandat de l'autorité judiciaire l'ayant ordonnée et selon les modalités définies dans la loi
Saisie et remise d'objets et/ou de valeurs dans le cadre de la remise extraditionnelle d'objets et de valeurs saisis ainsi que dans le cadre des demandes de délégation	Saisie et remise d'objets et/ou de valeurs dans le cadre des articles 74 et 74a EIMP	Restitution à l'ayant droit d'objets et de valeurs illicitement acquis, sans application de mesures coercitives

<i>Extradition OFJ</i>	<i>Entraide judiciaire OFJ</i>	<i>Fedpol</i>
	Autorisation des observations / surveillance de personnes (plus de trente jours ou avec utilisation de dispositifs techniques de surveillance selon l'article 280 CPP, ou encore lorsque les demandes émanent de pays hors Schengen avec lesquels la Suisse n'a pas passé d'accord de coopération policière prévoyant cette mesure)	Autorisation des observations / surveillance de personnes (jusqu'à 30 jours), sans utilisation de dispositifs techniques de surveillance selon l'article 280 CPP, dans le cadre de la coopération policière Schengen et des accords bilatéraux prévoyant cette mesure Planification et exécution opérationnelle desdites observations transfrontalières
Procédure d'extradition des personnes interpellées suite à une poursuite transfrontalière	Entraide judiciaire dans le cadre de procédures pénales consécutives à une poursuite transfrontalière	Autorisation et coordination opérationnelle de poursuite transfrontalière Transmission de toutes les informations utiles à l'OFJ en vue de faciliter la procédure d'extradition
	Traitement des commissions rogatoires en vue de livraisons surveillées	Planification et exécution de livraisons surveillées
Mesures de surveillance (Ecoutes téléphoniques) en relation avec des demandes de recherche / d'arrestation étrangères	Ecoutes téléphoniques; révélation d'autres informations (ex: numéro secret) ordonnée par une autorité judiciaire	Révélation de l'identité d'abonnés téléphoniques ainsi que de données techniques accessibles sans mesures de contrainte Renseignements sur des détenteurs de cases postales et sur les bulletins d'hôtels
Envoi et réception de demandes de poursuite pénale et de dénonciations aux fins de poursuite en vertu de l'art. 6 CEEextr, art. 21 CEEJ et art. 85ss EIMP	Transmission d'informations et/ou de moyens de preuve dans le cadre d'une procédure pénale suivie en Suisse en matière de lutte contre la criminalité sur internet (art. 67a EIMP)	Transmission de l'identité de détenteurs d'adresses IP ainsi que de données techniques accessibles sans mesures de contrainte
	Examen de demandes d'entraide pour l'engagement d'agents infiltrés étrangers en Suisse	Planification et conduite d'engagements d'agents infiltrés étrangers en Suisse

<i>Extradition OFJ</i>	<i>Entraide judiciaire OFJ</i>	<i>Fedpol</i>
		Transmission d'extraits de registres officiels (du commerce, foncier, des poursuites et d'état civil)
	Demandes d'entraide en matière pénale pour infractions aux règles de la circulation routière	Coopération policière dans le domaine des contraventions aux règles de la circulation routière Retrait de plaques d'immatriculation de véhicules à moteur
Présence de personnes qui participent à la procédure étrangère lors de l'exécution de demandes d'arrestation en vue d'extradition	Présence de personnes qui participent à la procédure étrangère lors de l'exécution de demandes d'entraide (procureurs et juges d'instruction, fonctionnaires de police, défenseurs, etc.) avec décision incidente préalable (art. 80e EIMP)	Visite/engagement de fonctionnaires dans le cadre de la coopération policière Accomplissement d'actes officiels en vertu des traités de coopération policière existants
Envoi et réception de demandes de poursuite pénale et de dénonciations aux fins de poursuite en vertu de l'art. 6 CEEextr, art. 21 CEEJ et art. 85ss EIMP	Transmission spontanée d'informations et/ou de moyens de preuve dans le cadre d'une procédure pénale suivie en Suisse (art 67a EIMP)	Transmission spontanée d'informations dans le cadre de la coopération de police
Demandes de recherche ou d'arrestation aux fins d'extradition (95 CAAS, mandats au RIPOL, aux cantons, etc.); ordre de détention extraditionnelle, etc.		Recherche du lieu de séjour de personnes disparues, de témoins, d'inculpés ou de personnes susceptibles de fournir des renseignements En accord avec l'OFJ : Exécution, au niveau national et international, de toutes les recherches ciblées et échanges d'informations permettant l'arrestation des personnes recherchées en vue de leur extradition Retrait de documents d'identité Suisses en relation avec une demande d'extradition (Art. 7 LDI) ; octroi d'un laissez-passer pour le retour en Suisse en coordination avec l'OFJ

TURQUIE

Les formes les plus courantes de coopération internationale en matière judiciaire et policière en Turquie

Coopération judiciaire

- Entendre des témoins, des plaignants, des inculpés et des experts.
- Communiquer des documents judiciaires et des décisions de justice.
- Effectuer des perquisitions et des saisies.
- Transmettre des biens, des procès-verbaux, des documents.
- Assurer la présence des intéressés lorsque des actes sont exécutés dans le cadre d'une commission rogatoire.
- Transférer temporairement des prisonniers avec leur consentement, conformément à l'article 11 de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale.

Coopération policière

- Fournir des informations sur les antécédents judiciaires d'une personne.
- Délivrer des commissions rogatoires dans les cas urgents.
- Trouver/vérifier des adresses.
- Transmettre des casiers judiciaires.
- Transmettre des photographies et des empreintes digitales.
- Fournir les noms et les adresses d'abonnés au téléphone.
- Communiquer des informations sur les personnes entrant en Turquie ou quittant le pays.
- Vérifier des actes de naissance et des passeports.
- Fournir des renseignements sur des propriétaires de véhicules à moteur immatriculés en Turquie et sur des titulaires de permis de conduire délivrés en Turquie.
- Procéder à des interpellations.

Remarque : Dans tous les cas, les échanges d'informations entre les polices doivent se faire par l'intermédiaire du Bureau central d'Interpol en Turquie.

UKRAINE

DEMANDES D'ASSISTANCE OU D'ENTRAIDE À L'UKRAINE

Les informations fournies ci-dessous visent à indiquer qui, du bureau central national ukrainien d'Interpol (Interpol Kyiv), rattaché au ministère de l'intérieur, ou de l'autorité centrale ukrainienne pour l'entraide judiciaire, est le plus compétent en matière de demandes d'assistance ou d'entraide adressées à l'ukraine.

Des renseignements plus détaillés peuvent être obtenus auprès du directeur de la coopération internationale du parquet général d'ukraine (tél. 380-44-290 7728) ou d'agents d'Interpol Kyiv (tél. 380-44-291 1641).

COMPÉTENCES DU BCN UKRAINIEN INTERPOL (INTERPOL KYIV)	COMPÉTENCES DE L'AUTORITÉ CENTRALE UKRAINIENNE
1. Transmission d'informations sur des délits commis en Ukraine	1. Production d'une ordonnance de comparution ou de tout autre document judiciaire invitant une personne à comparaître devant une autorité judiciaire du pays requérant en qualité de témoin ou d'accusé dans une procédure pénale.
2. Communication d'éléments d'identification se rapportant à des condamnations antérieures ou à des personnes condamnées.	2. Recherche de témoignages sous serment ou de dépositions en vue de leur utilisation dans des poursuites pénales ou des enquêtes judiciaires.
3. Communication d'informations sur des abonnés du téléphone, à savoir le nom de l'abonné et l'adresse à laquelle le téléphone a été installé.	3. Transfert temporaire de détenus, avec leur consentement, dans le pays requérant pour y comparaître en tant que témoins dans une procédure pénale
4. Communication de toute information liée au passeport.	4. Exercice des pouvoirs de perquisition et de saisie lorsque les preuves recherchées sont destinées à être utilisées dans une procédure pénale ou une enquête judiciaire.
5. Communication de données sur les détenteurs de véhicules à moteur immatriculés en Ukraine ou de permis de conduire délivrés en Ukraine.	5. Communication de pièces matérielles, et notamment prêt de pièces à conviction.
6. Communication d'informations, de documents et autres données tirées de fichiers tels que le casier judiciaire ou autres archives officielles.	
7. Mesures tendant à localiser, saisir et confisquer les produits du crime.	

ROYAUME-UNI

DEMANDES D'ASSISTANCE OU D'ENTRAIDE AU ROYAUME-UNI

Les exemples ci-dessous visent à indiquer qui, du Bureau central national britannique d'Interpol (Interpol Londres) au Service national de renseignements en matière pénale ou de l'Autorité centrale du Royaume-Uni pour l'entraide judiciaire en matière pénale du Home Office, est plus compétent en cas de demandes adressées au Royaume-Uni.

En cas de doute, l'officier de liaison européen d'Interpol Londres (tél.: +44 207 238 8051) ou le chef adjoint de l'autorité centrale du Royaume-Uni (tél.: +44 207 273 2437) pourront être consultés.

Informations disponibles sur l'Internet : <http://www.homeoffice.gov.uk/oicd/jcu/jcu.htm>

LES COMPÉTENCES D'INTERPOL LONDRES ENGLOBENT:	LES COMPÉTENCES DE L'AUTORITÉ CENTRALE DU ROYAUME-UNI ENGLOBENT:
1. Les interrogatoires 1. des témoins et 2. des suspects lors d'enquêtes judiciaires dans lesquelles la personne à interroger est disposée à coopérer sans apparaître devant une autorité judiciaire au Royaume-Uni et où elle témoignera hors serment.	1. Ordonnance de comparution ou autre document judiciaire invitant une personne à comparaître devant une autorité judiciaire dans le pays requérant en qualité d'accusé ou de témoin dans une procédure pénale.
2. Retrouver la trace de capitaux, obtenir des preuves bancaires et exercer des pouvoirs de perquisitions et de saisies dans le cadre d'enquêtes préliminaires aux poursuites, notamment lorsque l'infraction implique le blanchiment d'argent.	2. Obtention de preuves ou témoignages sous la foi du serment ou d'autres preuves certifiées conformes, y compris des documents bancaires, pour utilisation dans les poursuites pénales ou les enquêtes judiciaires.
3. Partage avec le pays requérant des informations concernant des enquêtes sur des infractions qui ont été commises au Royaume-Uni.	3. Validation de preuves aux fins d'utilisation dans le pays requérant lorsque ces preuves ont déjà été obtenues par la police du Royaume-Uni à ses propres fins.
4. Obtention de déclarations ou de rapports médicaux ou dentaires lorsque le patient a donné son accord par écrit.	4. Exercice des pouvoirs de perquisitions et de saisies, les preuves obtenues étant destinées à être utilisées dans des procédures pénales ou des enquêtes judiciaires.

LES COMPÉTENCES D'INTERPOL LONDRES ENGLOBENT:	LES COMPÉTENCES DE L'AUTORITÉ CENTRALE DU ROYAUME-UNI ENGLOBENT:
<p>5. Communication des éléments de condamnations antérieures:</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur présentation d'une copie des empreintes digitales de la personne concernée, une copie certifiée conforme du casier judiciaire de celle-ci pourra être fournie, par exemple à des fins d'enquêtes et d'investigations de la police lorsque la personne a posé sa candidature à un emploi exigeant des garanties de confiance; - des éléments d'information concernant des condamnations antérieures, demandés exclusivement à des fins de renseignements généraux de la police, peuvent être fournis sans présentation des empreintes digitales. 	<p>5. Transfert temporaire de détenus, avec leur consentement, dans le pays requérant pour comparaître comme témoins dans une procédure pénale ou coopérer à l'enquête judiciaire.</p>
<p>6. Communication de précisions concernant les abonnés du téléphone (les sociétés de téléphone britanniques ne peuvent donner que le nom de famille et l'initiale du prénom de l'abonné et l'adresse à laquelle l'abonné a fait installer le téléphone).</p>	
<p>7. Saisie et mise en lieu sûr au Royaume-Uni de biens volés à l'étranger. Au Royaume-Uni, la police peut saisir et conserver des biens lorsqu'elle soupçonne la personne en possession desdits biens au Royaume-Uni de savoir qu'ils ont été volés.</p>	
<p>8. Communication des éléments du passeport (toutes les données en possession de l'Office des passeports du Royaume-Uni (UK Passport Agency) peuvent être fournies, y compris les photographies).</p>	
<p>9. Obtention d'échantillons médicaux (il pourra être procédé à des prélèvements dans les orifices du corps et à des analyses de sang, de salive, de sperme, de cheveux, d'urine et d'autres fluides tissulaires avec le consentement de la personne à laquelle l'échantillon est demandé).</p>	
<p>10. Communication de données sur les détenteurs de véhicules à moteur immatriculés au Royaume-Uni et des données figurant sur les permis de conduire délivrés au Royaume-Uni.</p>	

CANADA

DEMANDES D'ASSISTANCE OU D'ENTRAIDE AU CANADA

Les exemples ci-dessous visent à indiquer qui, du Bureau central national (Interpol Ottawa) ou de l'autorité centrale canadienne d'entraide judiciaire en matière pénale (Groupe international d'entraide au ministère de la Justice du Canada), est le plus compétent en cas de demandes d'assistance ou d'entraide adressées au Canada.

Les compétences du Bureau central national (Interpol) englobent:	Les compétences de l'autorité centrale canadienne (GIE) englobent:
1. Interrogatoire des témoins et des suspects lors d'enquêtes judiciaires dans lesquelles la personne à interroger est disposée à coopérer (hors serment ou sous serment).	1. Ordonnance de comparution ou autre document judiciaire invitant une personne à comparaître devant une autorité judiciaire dans l'Etat requérant en qualité de témoin ou d'accusé dans une procédure pénale (cependant, aucune action ne peut être engagée si l'intéressé ne comparaît pas dans l'Etat requérant).
2. Partage avec le pays requérant des informations concernant des enquêtes sur des infractions qui ont été commises au Canada.	2. Obtention de preuves notariées ou certifiées conformes, y compris des documents bancaires, des informations concernant les abonnés au téléphone et les factures de téléphone, ou des documents commerciaux, pour utilisation à l'occasion de procédures pénales ou d'enquêtes judiciaires.
3. Obtention de déclarations ou rapports médicaux ou dentaires lorsque le patient a donné son accord par écrit.	3. Exercice des pouvoirs de perquisition et de saisie, les preuves obtenues étant destinées à être utilisées à l'occasion de procédures pénales ou d'enquêtes judiciaires.

<p>4. Communication d'éléments concernant les condamnations antérieures:</p> <p><i>a.</i> sur présentation d'une copie des empreintes digitales de la personne concernée, une copie certifiée conforme du casier judiciaire de celle-ci pourra être fournie;</p> <p><i>b.</i> des éléments d'information concernant les condamnations antérieures, demandés exclusivement à des fins de renseignements généraux de la police, peuvent être fournis sans présentation des empreintes digitales.</p>	<p>4. Transfèrement temporaire de détenus, avec leur consentement, dans le pays requérant pour comparaître en qualité de témoins dans une procédure pénale ou pour coopérer à l'enquête judiciaire.</p>
<p>5. Saisie et mise en lieu sûr au Canada de biens volés à l'étranger, lorsque la police du Canada a tout lieu de croire que la personne qui est en possession desdits biens au Canada sait que ceux-ci ont été volés.</p>	<p>5. Obtention de témoignages sous la foi du serment ou sur déclaration lorsque le témoin à interroger n'est pas disposé à coopérer et que des mesures de contrainte sont nécessaires pour obliger l'intéressé à se présenter en vue de son interrogatoire.</p>
	<p>6. Prêt temporaire à l'Etat requérant de pièces à conviction qui ont été admises comme éléments de preuve devant une juridiction du Canada.</p>